



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

BRE / Section procédures environnementales

Arrêté complémentaire portant autorisation de changement d'exploitant

DCL-BRENV-2025-115-1

**SAS CARRIERE DU MONTAGNY
(n° SIRET : 931 089 163 00014)
4 Route de Charolles
71390 Montagny-les-Buxy**

**Carrière de Montagny-les-Buxy,
Lieux-dits « Les Chaumes »**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 516-1, R. 181-45, R. 516-1 et R. 516-2 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 9 février 2004, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 10-00157 du 11 janvier 2010 portant autorisation d'exploiter une carrière de roche massive sur la commune de Montagny-les-Buxy aux lieux-dits « Les Chaumes » à la société TARMAC ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-00387 du 9 février 2012 portant changement d'exploitant au profit de la société des Carrières et Bétons du Val de Saône ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL-BRE-212-1 du 31 juillet 2017 portant changement d'exploitant au profit de la société RIFFIER GRANULATS VICAT ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL/BRENV/2019-127-4 du 7 mai 2019 portant modification des conditions d'exploitation et de remise en état ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL/BRENV/2024-169-7 du 17 juin 2024 portant changement d'exploitant au profit de la société GRANULATS VICAT ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL/BRENV/2024-344-2 du 9 décembre 2024 portant prolongation de la durée d'exploitation de la carrière ;

Vu la demande reçue le 5 février 2025, présentée par M. Amaury JOLY, Président de la société CARRIERE DU MONTAGNY, dont le siège social est situé 4 Route de Charolles – 71390 Montagny-les-Buxy, par laquelle il sollicite l'autorisation de reprendre les activités précédemment exploitées par la société GRANULATS VICAT pour ce qui concerne la carrière à ciel ouvert de roches massives située sur le territoire de la commune de Montagny-les-Buxy, lieu-dit « Les Chaumes » ;

Vu le rapport du 21 mars 2025 et les propositions de l'Inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 31 mars 2025 ;

Vu le courriel en date du 4 avril 2025 par lequel le demandeur indique ne pas avoir d'observation ;

Considérant qu'aux termes des articles R. 516-1 et D. 181-15-1 du code de l'environnement, la délivrance de la présente autorisation prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur et permettant d'assumer ses obligations à compter de l'exécution de l'autorisation environnementale jusqu'à la remise en état du site ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 516-1 du code de l'environnement, la mise en activité après une autorisation de changement d'exploitant d'une carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières ;

Considérant que la société CARRIERE DU MONTAGNY justifie du droit d'exploitation, de la maîtrise foncière des parcelles exploitées, par un avenant au contrat de forage avec la commune de Montagny-les-Buxy ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 – Changement d'exploitant

La société CARRIERE DU MONTAGNY, dont le siège social est situé 4 Route de Charolles – 71390 Montagny-les-Buxy est autorisée à se substituer à la société GRANULATS VICAT pour exploiter une carrière de roche massive sur le territoire de la commune de Montagny-les-Buxy, lieux-dits « Les Chaumes ».

Article 2 – Droits d'exploitation

La présente autorisation de changement d'exploitant est accordée dans la limite des droits et des obligations attachés à l'arrêté préfectoral n° 10-00157 du 11 janvier 2010 susvisé, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° DCL/BRENV/2019-127-4 du 7 mai 2019 et n° DCL/BRENV/2024-44-2 du 9 décembre 2024 susvisés.

Article 3 – Garanties financières

Le nouvel exploitant doit transmettre au préfet un acte de cautionnement solidaire établi selon les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL/BRENV/2024-344-2 du 9 décembre 2024 et pour un montant mis à jour selon les règles applicables.

Le précédent acte de cautionnement solidaire en vigueur au bénéfice de la société GRANULATS VICAT sera rendu caduc dès que le nouvel acte de cautionnement en vigueur et prévu ci-dessus aura été transmis au préfet.

Article 4 - Publicité et notification

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

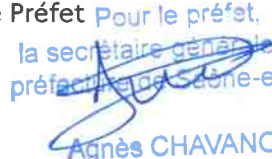
Cet arrêté est affiché en mairie de Montagny-les-Buxy dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société CARRIERE DU MONTAGNY.

Article 5 - Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, monsieur le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, monsieur le maire de Montagny-les-Buxy et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Fait à Mâcon, le **25 AVR. 2025**

Le Préfet 
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON

Délai et voie de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

